

honnête. A l'heure actuelle, elles touchent \$4 par baril et ne sont pas contentes; elles veulent plus.

Nous ne disons pas que le prix du pétrole à prospecter devrait coûter \$2.50 ou \$4 le baril. Nous savons que le prix du pétrole découvert dans l'Arctique sera beaucoup plus élevé que celui de l'Alberta et de la Saskatchewan et que les petits gisements découverts au Manitoba il y a plusieurs années. Nous savons que le prix du pétrole à extraire des sables bitumineux sera sans doute considérablement plus élevé que le prix actuel. Je ne vais pas réexpliquer tout cela en détail ce soir, mais nous avons dit qu'à notre avis, ce serait plus efficace et meilleur marché pour les Canadiens de confier la prospection et l'extraction du pétrole dont nous aurons besoin à des sociétés de la Couronne créées conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux. Mais que cela se produise ou que nous exploitons le pétrole par les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire en autorisant les sociétés privées à prospecter, à découvrir et à exploiter un gisement, le pétrole coûtera plus cher. Nous n'avons aucun doute à ce sujet et nous sommes convaincus que quelle que soit la façon dont le pétrole est exploité, le nouveau pétrole coûtera plus qu'à l'heure actuelle.

Ce que nous voulons dire et que nous continuerons de dire, c'est que le pétrole que le Canada possède à l'heure actuelle appartient à tous les habitants de notre pays, et non pas uniquement aux sociétés multinationales qui y ont droit. Comme le pétrole appartient à la population, il devrait lui être fourni selon ses besoins et à un prix modéré. Nous affirmons que le prix du pétrole est suffisamment élevé—le pétrole qui se trouve actuellement en réserve. Comme je l'ai dit il y a quelques instants, les sociétés pétrolières faisaient des profits il y a un an alors que le prix était de \$2.50 le baril. Nous disons qu'elles font suffisamment de profits maintenant qu'il est de \$4 le baril. On a estimé que les revenus accrus des sociétés pétrolières au cours d'une année entière à la suite de cette hausse de \$1.50 le baril se chiffraient dans les environs de 700 millions de dollars, qui s'ajoutent aux profits plus que suffisants que faisaient les sociétés pétrolières il y a un an.

**M. Blenkarn:** Qui détermine les profits, le NPD?

**M. Orlikow:** Non, ce sont les actionnaires des sociétés pétrolières qui étaient très heureux d'empocher les profits que les sociétés pétrolières ont accusé en 1971 et en 1972.

**M. Blenkarn:** Vous croyez que les actionnaires étaient heureux? Étiez-vous actionnaire?

**M. Orlikow:** Je n'étais pas actionnaire, et cela n'a pas d'importance de savoir si moi ou le député de Mississauga sommes actionnaires, bien que je sois porté à croire, sans aucune autre preuve, à en juger par la véhémence des protestations du député à la défense des sociétés pétrolières, qu'il est effectivement actionnaire d'Imperial Oil. S'il ne l'est pas, peut-être devraient-elles lui faire cadeau de quelques actions pour le remercier de son zèle, car elles n'ont pas de plus ardent défenseur que le député de Mississauga.

### *Approvisionnement d'énergie—Loi*

● (2130)

Le fait est que les bénéfices des compagnies pétrolières ont augmenté d'environ 37 p. 100 depuis un an. Je le répète, monsieur l'Orateur, c'est une augmentation de 700 millions de dollars. Si on calcule l'augmentation de l'actif de ces compagnies en fonction du seul pétrole qu'elles détiennent dans leurs réserves certaines, elle atteint dans cette seule année, à raison de \$1.50 le baril, 9½ milliards de dollars. Et le chef de l'opposition (M. Stanfield) et les autres cheiks du pétrole de l'Alberta veulent doubler ce prix. Ils veulent permettre aux compagnies pétrolières de réaliser des profits supplémentaires de 40 milliards à 50 milliards.

Je n'ai pas pris ce chiffre de 50 milliards à tout hasard. Je suppose que le très compétent et prudent conservateur, avec un petit «c» et un grand «C», qu'est le ministre de l'Énergie de l'Ontario ne tenait pas des propos en l'air, comme le croient les députés de l'opposition officielle dans mon cas, mais les fondait sur des recherches pertinentes et approfondies quand il a prononcé le discours que j'ai mentionné plus tôt où il a dit qu'une augmentation de \$9 le baril représenterait un cadeau de 50 milliards de dollars. Il n'a pas dit à qui reviendrait le cadeau, mais, de toute évidence, ce serait aux corporations multinationales. Qui fera les frais de ce cadeau, monsieur l'Orateur? Le consommateur canadien de l'Ouest. Ce seraient mes commettants qui paieraient plus cher l'essence de leurs automobiles et le fuel pour chauffer leur maison.

Le député de Lisgar a dit comment cela toucherait certaines gens. Ses commettants seraient touchés tout comme je l'ai déjà indiqué. En fait, les siens seraient frappés beaucoup plus durement que les miens parce que les siens exploitent des fermes. Ils ont des tracteurs et des moissonneuses-batteuses. Ce sont eux qui subiraient une augmentation de leurs frais d'exploitation de \$500 à \$1,000 par an. Toutefois, monsieur l'Orateur, le député de Lisgar oublie ses commettants et leurs besoins pour penser aux compagnies pétrolières et se joint au chef de l'opposition pour réclamer une augmentation du prix du pétrole. Il ne fait pas de doute que M. McKeough pensait au citoyen ontarien, au consommateur ontarien, au cultivateur ontarien, à l'homme d'affaire ontarien.

**M. Blenkarn:** Allez-vous faire campagne pour nous à la prochaine élection en Ontario?

**M. Orlikow:** Si je vous croyais sérieux je pourrais bien le faire. M. McKeough savait quels frais supplémentaires devrait payer le fabricant en Ontario pour exploiter son usine et combien le consommateur devrait payer les dérivés de l'industrie pétrochimique qui en majorité sont raffinés et fabriqués en Ontario. Il s'inquiète et c'est pourquoi il se rend à Edmonton et saisit l'occasion de s'adresser à la Chambre de commerce d'Edmonton pour inviter le premier ministre d'Alberta, son collègue conservateur, d'être raisonnable, modéré, de ne pas donner suite à ses exigences dont la majorité des profits iront aux entreprises multinationales plutôt qu'aux habitants d'Alberta.

M. McKeough connaît l'enjeu. Il se donne la peine de réfléchir au problème. Il se donne la peine de réfléchir aux besoins des gens de l'Ontario. Il demande au gouvernement fédéral et au gouvernement d'Alberta de maintenir le prix du pétrole ordinaire à son niveau actuel.